

# Notre parlement a besoin d'entrepreneurs efficaces et hardis



**Claude Béglé**

Là où d'autres pays se sont enlisés dans la crise, la Suisse s'en sort encore relativement bien. Un certain bon sens prédomine dans ce pays. Nos élites n'ont ni sombré dans un pessimisme déprimant, ni n'ont fait d'utopiques plans sur la comète.

Ce constat plutôt réjouissant s'explique en partie par une culture de la pondération et de la modération, et aussi bien sûr par la recherche constante de l'équilibre et du consensus. Difficile dans un tel contexte de déraiper collectivement vers des extrêmes glissants.

Mais cette potion magique, si étroitement liée soit-elle à notre bien-être et à notre prospérité, contient aussi des ingrédients qui pourraient bien la mener un jour sur une voie de garage, voire vers un déclin.

Le premier de ces ingrédients est le conformisme. Il est de bon ton, chez nous, de ne pas trop s'éloigner d'une ligne médiane, tacitement acceptée par tout un chacun. C'est moins risqué, cela ne heurte pas trop. Mais cela peut manquer d'originalité et d'impact. Les grands destins de l'Histoire ont rarement suivi des rails tout tracés, ils ne sont pas bornés à rester dans des sages ornières.

Le deuxième risque est la tendance du politique à trop souvent

s'en remettre à l'administration. Celle-ci est en général compétente, parfois davantage même que certains élus. Elle prend son temps, retourne chaque question sous tous ses angles; les solutions qu'elle propose sont le plus souvent bien mûries et cohérentes. Mais l'administration publique, cette machine bien rodée, a sa logique propre... et ses lenteurs. L'une de ses finalités restant sa propre pérennité, elle reste souvent cantonnée dans un certain statisme.

**Les bouleversements de la place financière ou du franc fort exigent de décider plus vite, d'oser prendre des risques, de trancher**

Or, le monde qui nous entoure ne nous attend pas. Il ne prend malheureusement pas le temps de ralentir un peu jusqu'à ce que nos propres processus de consultation internes aient abouti. C'est plutôt le contraire qui se produit. Les bouleversements touchant notre place financière ou l'impact du franc fort sur nos exportations en sont de bons exemples. D'où la nécessité de savoir parfois décider plus vite, d'oser prendre des risques, de trancher dans le vif.

C'est pourquoi il ne suffit pas de compter sur des gens qualifiés. Cela constitue bien sûr une condition nécessaire. De même que l'honnêteté, une vertu assez répandue par chez nous. Et c'est important. Mais pour réussir, il faut

ajouter à cela un ingrédient supplémentaire: de véritables porteurs de l'innovation, des gens qui n'ont pas froid aux yeux, car la plupart des changements impliquent naturellement des risques. Il faut des gens habitués à évaluer des risques et à en prendre.

Il est bien entendu que nos assemblées parlementaires doivent se composer d'un échantillonnage représentatif de toute la société, comprendre des citoyennes et des citoyens issus de toutes catégories et professions. Mais dans ce bel ensemble, n'oublions pas les chefs d'entreprise! Et en particulier les représentants de ces PME qui jouent un rôle si moteur dans le dynamisme et le succès de notre pays.

Peut-être sont-ils parfois déçus, voire atterrés par la lenteur et les arcanes du système. Les uns peuvent avoir l'impression de dilapider leur énergie pour pas grand-chose, avec des résultats peu probants ou trop vagues. Et les difficultés actuelles que traverse l'économie peuvent en inciter d'autres à retourner à la barre de leurs entreprises respectives, pour en assurer la pérennité.

La discussion déclenchée récemment par le cas particulier de Peter Spuhler, démissionnaire du Conseil national, a le mérite de reposer la question de l'utilité, la nécessité, de placer des entrepreneurs au parlement.

Certains leur reprochent de ne pas prendre le temps nécessaire à l'exercice de leur charge publique, de privilégier leurs affaires privées au détriment du mandat que leur a confié le peuple, voire d'arbitrer en leur propre faveur certains conflits potentiels d'intérêts. Si

cela peut exister, ce n'est certainement pas la règle. L'honnêteté et son contraire sont assez équitablement répartis parmi toutes les catégories citoyennes.

La présence de personnalités venues de l'économie, notamment de chefs et cheffes d'entreprise, de gens «qui n'ont pas peur d'aller aussi vite que la musique» et qui ont une réelle aptitude à l'innovation, reste un postulat valable. Ce serait se priver de forces vives essentielles au bon fonctionnement de nos institutions que d'y renoncer.

Face à l'importance et la complexité des problèmes qui se posent actuellement à la Suisse, leur disposition à la promptitude de décisions, combinant sans détours chronophages prudence et audace, semble aujourd'hui plus utile que jamais. Leur sens particulièrement développé du commandement, de la décision précise et rapide, et leur habitude d'intégrer dès le départ la composante de la rentabilité dans la conception de tout nouveau projet sont autant d'atouts dont le souverain aurait tort de se passer. Notre pays a en effet besoin de tous ceux qui pourront l'aider à prendre les bons virages à temps, avec lucidité et courage.

Coprésident du PDC-Vaud,  
président de SymbioSwiss